



HAL
open science

Actualité et réalité du “ collier de perles ”

Olivier Zajec

► **To cite this version:**

Olivier Zajec. Actualité et réalité du “ collier de perles ”. Monde chinois nouvelle Asie, 2009. hal-02073362

HAL Id: hal-02073362

<https://univ-lyon3.hal.science/hal-02073362>

Submitted on 19 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Actualité et réalité du « collier de perles »

String of pearls. C'est (on ne le dit pas assez) le nom d'un groupe américain originaire de Palo Alto, et spécialisé dans le répertoire du swing, du jazz et des *popular songs*. Lequel ensemble avait l'habitude de se produire régulièrement en Chine (trois tournées en 1999, 2001 et 2002), et d'y être apprécié au point de passer plusieurs fois à la télévision centrale CCTV¹. Une initiative musicale officiellement dédiée à « l'amitié américano-chinoise » qui n'a apparemment pas été renouvelée. Il est vrai qu'entre-temps, l'expression *String of pearls* (collier de perles) a pris dans les rapports entre les deux nations une charge symbolique assez polémique, bien connue des géopolitologues et fort éloignée du jazz. On ne sait ce qu'est devenu le sympathique ensemble, mais s'il se produit toujours en Chine, il a sans doute changé de nom.

L'anecdote est plus signifiante qu'il n'y paraît. L'expression *String of pearls* est, depuis cinq ans environ, l'un des lieux communs les plus répandus de la géostratégie mondiale, suscitant une exégèse abondante, voire une certaine hystérie dans les États concernés. Un lieu commun qui repose certes sur une réalité majeure, celle de la constitution par Pékin, des ports chinois jusqu'au détroit d'Ormuz et aux côtes orientales de l'Afrique, via les rives de l'océan Indien, d'un réseau de bases navales et aériennes destinées à ponctuer et sécuriser les grandes lignes maritimes d'approvisionnement en hydrocarbures de la mère-patrie. De même que l'activisme diplomatique et économique chinois en Afrique est une réalité tangible, il est difficile de contester la ténacité dont fait preuve la Chine pour trouver des points d'appui et des partenariats officiels avec tous les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est (à l'exception de l'Inde). Pour autant, ce constat laisse parfois de côté un certain nombre

d'interrogations quant à l'origine, à la signification, au devenir et à la cohérence de cette stratégie. On peut ainsi se demander si la répétition constante des « inquiétudes » américaines – et indiennes – à propos du « collier », et même, jusqu'à un certain point, la « mise en scène » de ces inquiétudes, n'a pas contribué à modifier l'image que Pékin se faisait lui-même de la puissance chinoise dans le contexte international actuel. Et n'a pas, *in fine*, abouti à accélérer l'agenda de montée en puissance mondiale de la Chine. En bref, la « stratégie du collier de perles » ne peut-elle être vue, à rebours relatif de beaucoup de comptes-rendus sur le sujet, comme une prophétie partiellement auto-réalisatrice, qui aurait fini par donner une cohérence conceptuelle grand-stratégique à une série de mouvements diplomatiques logiques et ponctuels, mais qui ne s'inscrivaient pas jusqu'alors dans la perspective d'un « grand dessein maritime » chinois ?

Origines du concept

D'où vient l'expression elle-même ? Elle est employée pour la première fois en novembre 2004 dans un rapport interne du Département de la défense américain (DoD), intitulé *Energy Futures in Asia*, et rédigé par Booz-Allen-Hamilton, une firme contractante du Pentagone, pour le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld². Le rapport décrit précisément une stratégie d'ensemble, en citant déjà le port pakistanais de Gwadar, Chittagong au Bangladesh, la Birmanie, le Cambodge et la Thaïlande comme « perles » principales du dispositif côtier de la marine chinoise. Le contenu du rapport interne est « révélé » par le *Washington Times* janvier 2005, sous la signature du journaliste Bill Gertz, par ailleurs spécialisé depuis des années

dans une dénonciation quelque peu compulsive et unilatérale du danger chinois³. Selon l'étude de Booz-Allen-Hamilton citée par Gertz, « La Chine ne cherche pas seulement à bâtir une Marine de haute mer pour contrôler les routes maritimes, mais aussi à développer des capacités de missiles et de mines sous-marines pour dissuader toute attaque sur ses lignes d'approvisionnement énergétique de la part de menaces potentielles, ce qui inclut l'US Navy, particulièrement en cas de conflit avec Taiwan ». Dans le rapport, l'expression imagée de « collier de perles » est remarquée, d'autant plus qu'à la même époque, Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense de Georges W. Bush, poursuit activement une politique de dénonciation de la menace chinoise, pointant l'opacité du budget de défense de Pékin. Il intervient en février 2005 devant le Congrès en ce sens. Ses avertissements visant la montée en puissance militaire de Pékin sont relayés devant les élus américains par le directeur de la CIA d'alors, Porter Goss. Mais, beaucoup plus que l'article du *Washington Times*, c'est l'étude de l'expert américain Christopher J. Pehrson, publiée en juillet 2006 pour le compte du *Strategic Studies Institute* de l'armée américaine, et intitulée « String of Pearls : meeting the challenge of China's rising power across the asian littoral »⁴, qui donne à l'expression le retentissement médiatique que l'on connaît. On retrouve d'ailleurs le travail de Pehrson à la base de la plupart des rapports et des études publiés sur le sujet dans le monde depuis cette date. Les journalistes, cherchant aujourd'hui l'expression sur Internet pour nourrir des articles généralistes, tombent d'abord sur son rapport, ce qui, la plupart du temps, leur suffit pour faire de Pehrson le père de l'expression⁵. Il n'en est rien. Parmi les études les plus significatives sur le sujet écrites au même moment, on retrouve par exemple celle, particulièrement fouillée, du commandant américain Lawrence Spinetta, de l'US Air Force : *The Malacca dilemma, countering China's "string of pearls" with land-based airpower*⁶. Dans cette thèse présentée en avril 2006 à l'université de l'USAF de Maxwell et publiée deux mois plus tard, Spinetta décrit moins le collier lui-même

que la façon dont les États-Unis, appuyés sur un réseau de bases terrestres centrées sur le détroit de Malacca, pourraient interdire toute montée en puissance menaçante de la Marine chinoise, et, le cas échéant, vaincre cette dernière par une série de raids déconcentrés sur ses unités navales. Spinetta multiplie les références historiques au conflit du Pacifique, de l'attaque de Pearl Harbour en 1941 aux raids aériens victorieux des Japonais contre la flotte britannique au début de la guerre (destruction du *Prince of Wales* et mort au combat de l'amiral Tom Phillips, deux jours après Pearl Harbour). Pour lui – et l'on perçoit clairement dans son exposé l'écho des batailles budgétaires et théoriques entre l'US Navy et l'USAF – la solution réside dans une montée en puissance du *footprint* des bases aériennes américaines dans la région : « La puissance aérienne basée à terre a prouvé son efficacité maritime dans la guerre contre la flotte japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. La Chine, comme le Japon au début de la guerre, est une puissance asiatique en pleine ascension, avec des besoins énergétiques similaires. L'évidence historique suggère néanmoins qu'une force aérienne basée à terre peut contrôler les littoraux et sectionner le "collier de perles" chinois. » Dans sa présentation, Spinetta est plus concret, ou plus opérationnel, que Pehrson. Mais c'est bien ce dernier qui devient rapidement la référence majeure, sans doute en raison de la simplicité de son exposé, moins « agressif » que celui de Spinetta. Pehrson, lieutenant-colonel de l'US Air Force ayant effectué de nombreux tours opérationnels en Bosnie, Irak, Afghanistan et Indonésie, réemploie le biais métaphorique du « collier » pour rendre plus vivant et concret le concept de SLOCs (*Sea lines of communication*), des « lignes de communication maritimes » qu'il définit comme « connectant la Chine aux ressources énergétiques du Moyen-Orient et d'Afrique ». On sait que de plus anciens rapports américains pointaient, dès les années 1990, l'intérêt de la Chine pour les *chokepoints* (goulots d'étranglement) d'Asie du Sud-Est. Quoi qu'il en soit, ce constat fait, l'enjeu majeur est clairement établi par Pehrson : « la question posée

par le “collier de perles” est celle de son adéquation avec la doctrine officielle de “développement pacifique” prônée par Pékin, ou bien au contraire avec la revendication prochaine d’une primauté régionale ».

La fortune du concept va être extraordinaire, hissant bientôt le « collier » dans la littérature stratégique au rang des images canoniques du « Rideau de fer », du « *containment* », du « pré carré », de la « banane bleue » ou du « *Heartland* ». Comme souvent, les concepts américains sont rapidement adoptés chez les états-majors et *think-tanks* de leurs alliés. Cette problématique du collier a donc été répliquée *in extenso* par un grand nombre d’analystes de pays asiatiques, avec un succès médiatique croissant. Une première vague de commentaires s’observe après le rapport Booz-Allen-Hamilton (par exemple, dans *Asia Times* en mars 2005, l’article de Sudha Ramachandran, *China’s Pearl in Pakistan’s Waters*, à propos de Gwadar ⁷). Une deuxième vague, après le *brief* de Pehrson, installe définitivement l’expression dans la littérature sur l’Asie. Parmi les spécialistes de la question qui soulignent le danger des ambitions chinoises, on trouve naturellement des experts indiens (l’Inde, géant démographique, étant le seul rival régional de la Chine) mais aussi beaucoup de représentants de pays riverains des mers de Chine orientale et méridionale (Japon, Vietnam, Singapour, Philippines, Indonésie), tous ayant le loisir de juger au premier rang des progrès chinois, qui les inquiètent à des degrés divers. De leur point de vue, la présence américaine en Asie du Sud-Est – quel que soit par ailleurs leur jugement sur la politique internationale de Washington – est bonne en tant qu’elle équilibre le poids croissant de Pékin dans la zone. La Marine chinoise, tendue vers la constitution d’une capacité de haute mer, est, de fait, de plus en plus active ; ses budgets absorbent une part croissante d’un budget général lui-même en progression constante (56 milliards d’euros en 2009, une somme que les experts américains n’hésitent pas à doubler ou à tripler). Son importance se reflète dans la composition des élites militaires : « Le cinquième Livre blanc élaboré

en 2006 concrétise la prise de conscience maritime de Pékin, entamée à l’orée des années 1990. L’ordre des priorités s’y déplace, d’une armée de terre, traditionnellement dominante, à une marine et une armée de l’air désormais choyées. Le Comité central du Parti, ainsi que la puissante Commission militaire centrale, qui en est l’émanation, comptent ainsi de plus en plus de marins et d’aviateurs ; ces derniers représentent près de 25 % de l’élite militaire en 2007, contre 14 % en 1992. » ⁸

Les moyens chinois inquiètent, d’autant que la politique concrète et les déploiements suivent, dans la même foulée. Il est notable que l’année 2009 a vu le problème des îles de mer de Chine méridionale dominer à nouveau les relations entre les Philippines, la Malaisie, le Vietnam et la Chine. Pékin est de plus en plus actif et revendicatif concernant sa souveraineté « indiscutable » sur les Paracels et les Spratlys. En 2007 et 2008, les sociétés occidentales BP et Exxon ont fait l’objet de pressions pour les dissuader de participer à des projets d’exploitation vietnamiens dans les eaux revendiqués par la Chine ⁹. Décembre 2007 a, de même, été marqué pour Pékin par la création d’une région administrative *ad hoc*, dont la capitale a été établie à Sansha sur l’île de Hainan, pour gérer – pour le moment virtuellement – l’ensemble des archipels revendiqués par les Chinois. Les réactions des pays concernés ont été vives, et ces initiatives, auxquelles s’ajoute l’augmentation des patrouilles de bâtiments modernes chinois dans la zone, achèvent de prévenir Hanoï, Manille, Djakarta ou Kuala Lumpur contre Pékin. De leur côté, les États-Unis ont envoyé de nombreux signaux de soutiens à leurs alliés, soulignant que la présence de l’*US Navy* dans la zone n’était pas susceptible d’être remise en cause. Après l’éclipse quasi-totale des années Bush (excepté un voyage important au Vietnam en 2006), l’administration Obama semble plus encline à se réengager dans le Pacifique, ce que semblent confirmer les récentes prises de positions médiatiques de l’amiral Keating, patron de l’USPACOM (United States Pacific Command), plus mordantes qu’à l’accoutumée ¹⁰. Washington est attendu. Face à la pression d’une

Chine impliquée dans la course aux ressources minières et énergétiques, les pays riverains de la mer de Chine méridionale s'approprient plus que jamais le schéma explicatif du « collier de perles » comme preuve d'un programme agressif, global et ambitieux de Pékin pour contrôler toutes les voies de communication maritimes entre les « zones de prédation » d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine et les centres industriels de l'empire du Milieu. Il faut remonter aux angoisses britanniques concernant la *Hochseeflotte* germanique de Guillaume II pour retrouver une telle appréhension de la puissance navale montante d'une nation majeure de l'échiquier international.

Mais cette vision négative n'est pas unanimement partagée ; il est ainsi possible de remarquer que, géographiquement, les perceptions du paradigme du « collier de perles » peuvent se répartir en deux bassins.

- Les États des bassins de Chine méridionale et orientale répercutent directement les thèses américaines, pour les raisons exposées plus haut. La plupart de leurs analystes réécrivent le rapport de Pehrson en le contextualisant. De leur point de vue, si la Chine doit acquérir des « perles », elle le fera à leur détriment et contre leur volonté, à l'image du « rapt » des récifs Fiery Cross, arrachés militairement au Vietnam en 1988.

- Le détroit de Malacca franchi vers l'ouest, les perceptions et les analyses se modifient. Les États des bassins du golfe du Bengale et de la mer d'Oman font en effet preuve de davantage de distanciation, Inde exceptée. De leur point de vue, la Chine n'a aucune intention de leur arracher des « perles » : de Colombo à Victoria (capitale des Seychelles), on est bien persuadé que Pékin négociera ces bijoux dans une optique gagnant-gagnant.

Autre différence : dans le premier bassin, le « grand frère » est chinois. Dans le deuxième, il est indien. Tout ce qui peut relativiser et remettre en question l'influence régionale respective de ces géants encombrants est bien accueilli par leurs voisins immédiats. Une des erreurs qui empêchent de juger sereinement les ressorts de la diplomatie

du « collier de perles » est de négliger la perception qu'ont de l'Inde ses voisins de l'océan « Indien » : des Maldives au Sri Lanka, celle-ci n'est pas toujours favorable, loin s'en faut. Aussi habile que soit la diplomatie chinoise, aussi puissante soit l'économie de « l'atelier du monde », les avancées du collier de perles ne s'expliquent que par la préexistence, à l'ouest de Malacca, d'un terreau de méfiance envers New Dehli, historique au Pakistan, plus ou moins marqué selon les périodes au Bangladesh, en Birmanie, au Sri Lanka et aux Maldives.

Confrontée quant à elle à la théorie du « collier de perles » que lui renvoient – pour la dénoncer – les analystes occidentaux et est-asiatiques, la Chine, par la voix de ses diplomates et de ses responsables politiques, semble camper pour le moment sur une ligne de déni absolu. Au ministère des Affaires étrangères de la RPC, la consigne, scrupuleusement respectée jusqu'ici, est de replacer l'ensemble des accords réalisés par la Chine avec des pays riverains de l'océan Indien dans le cadre d'une politique de « coexistence pacifique » et de « développement harmonieux », en écartant avec vigueur toute accusation de planification maritime d'ensemble à coloration militaire. Le projet portuaire sri-lankais initié à Hambantota en 2007 est ainsi, très précisément, placé sous l'invocation des cinq principes de la coexistence pacifique : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques et coexistence pacifique¹¹. « Toutes les tentatives de déformer les faits sont sans fondement », martèle Ma Zhaoxu, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Pour lui, les projets chinois à Hambantota, par exemple, relèvent d'une « activité commerciale normale »¹², censée, avec l'accord du gouvernement de Colombo, apporter une contribution majeure au développement de l'île : « Tout le monde au Sri Lanka aspire au maintien de la stabilité sociale, au développement économique et à la réconciliation nationale », précise-t-il. D'autres articles de la presse chinoise dénoncent la volonté américaine de « diaboliser » la Chine, les analystes chinois

cherchant à réduire le « collier de perles » à une simple « rumeur ».

Un point de situation

Avant d'étudier ce qui peut ou non relativiser la cohérence du *storytelling* dont le « collier de perles » a fait l'objet, il est sans doute nécessaire de balayer succinctement l'actualité des avancées diplomatiques et maritimes de la Chine dans l'océan Indien, en sélectionnant quelques-unes des « perles » les plus significatives du schéma issu du rapport de Booz-Allen-Hamilton.

- La Birmanie est citée comme l'un des alliés les plus solides de la Chine dans la région. Depuis longtemps, les mises à jour du schéma du « collier » indiquent qu'elle met à disposition de Pékin les installations portuaires en eaux profondes de Sittwe (province d'Arakan) et une base d'écoute et d'interception sur l'île Coco, située à quelques encablures au nord de l'archipel indien des Andamans. Même si elles sont plus rarement citées, les Chinois seraient toujours autorisés à utiliser les installations des ports de Munaung et Hainggyi, et les sites des îles de Katan et de Zadaikyi. Au nord, le port birman de Khaukphvu leur est également ouvert, ainsi que la base de Mergui au sud du pays.

- La présence d'une « perle » du « collier » chinois aux Maldives est presque naturelle, compte tenu des relations longtemps conflictuelles entre l'archipel musulman sunnite et l'Inde, qui n'a jamais caché sa frustration de ne pouvoir contrôler ce relais insulaire important prolongeant loin dans l'océan la pointe sud du Deccan. New Dehli avait pourtant décidé de ne pas critiquer le régime dictatorial du président Abdoul Gayoum, comptant en échange sur celui-ci pour protéger les intérêts indiens dans cette zone sensible, et ce d'autant plus que les forces indiennes avaient sauvé Gayoum d'un coup d'État fomenté en 1988 par des opposants avec l'aide de mercenaires du LTTE tamoul. Malgré cela, Gayoum s'était très largement rapproché ces dernières années de pays sunnites rigoristes (Arabie Saoudite en tête), mais aussi et surtout

de la Chine. Les contacts avec Pékin s'étaient accélérés ces dernières années, les Indiens et les Américains observant avec inquiétude le ballet des visites chinoises à Malé. Lors du Tsunami de 2004, les Chinois avaient été particulièrement présents dans la reconstruction de logements sur l'archipel. Ils ont depuis construit le nouveau bâtiment du ministère des Affaires étrangères. L'ouverture d'une ambassade des Maldives en Chine en août 2007 couronne ce rapprochement. Les rumeurs sur la construction éventuelle d'une base de sous-marins chinois à Marao, dont l'atoll, à 40 kilomètres au sud de la capitale, serait loué pour 25 ans aux Chinois, ont achevé de faire des Maldives une des « perles » régulièrement citées dans les mises à jour du schéma du « collier »¹³.

- Au Sri Lanka, la Chine ne fait que profiter des relations compliquées entre l'île et son voisin septentrional. Malgré la volte-face du gouvernement indien qui assiste depuis quelques années le gouvernement sri-lankais dans sa lutte contre la guérilla des Tigres tamouls, Colombo n'a jamais apprécié la réticence des Indiens à lui fournir de l'armement moderne pour en finir militairement avec la rébellion. Aujourd'hui vainqueur, triomphant, Colombo fait donc payer avec intérêts le soutien apporté par New Dehli aux Tigres dans les années 1980. C'est pourquoi, si New Dehli est récemment cité dans la liste de gouvernements remerciés par Colombo pour leur collaboration à la victoire et leur soutien diplomatique¹⁴, le Sri Lanka n'en continue pas moins de consolider son rapprochement avec Pékin et Islamabad. L'aide militaire chinoise a joué un rôle clé dans la victoire finale du gouvernement de Colombo. Les avions J-7 et les radars de surveillance aérienne JY-11 3D peuvent être cités au nombre des capacités cruciales dont ont pu bénéficier les forces sri-lankaises pour abattre le LTTE. Pour l'expert indien Brahma Chellaney, il ne fait aucun doute que le « collier de perles » explique la proximité entre Pékin et Colombo : « Les Chinois courtisent le Sri Lanka en raison de sa localisation dans l'océan Indien – un point de passage commercial et pétrolier crucial. Les

ingénieurs chinois construisent actuellement, à coups de milliards de dollars, un port au sud-est du pays, à Hambantota ; ceci est la dernière des « perles » de la stratégie de la Chine pour contrôler les voies maritimes entre les océans pacifique et indien via la constitution d'un « collier », sous la forme de stations d'écoute, d'accords navals et d'accès portuaires. »¹⁵ À l'appui du sentiment obsidional qui transparaît dans nombre d'analyses indiennes, on trouve également le comportement du Sri Lanka dans la SAARC (l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, forum créé en 1985 et réunissant le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka). Colombo souhaite en effet que la Chine soit davantage associée au forum. Une perspective loin de réjouir l'Inde, qui considère la SAARC comme un moyen de renforcer sa propre prépondérance régionale en Asie du Sud. D'après New Delhi, la Chine aurait même initié une politique visant à dépasser les simples relations bilatérales avec les « perles » pour constituer un réseau d'entraide fonctionnant sous son impulsion. La preuve la plus probante serait justement l'attitude récente du Pakistan envers Colombo : « Pékin a également enrôlé son allié pakistanais pour fournir une assistance militaire au Sri Lanka. L'économie du Pakistan est chancelante, mais il a accru son aide militaire annuelle au Sri Lanka à la hauteur de 100 millions de dollars annuels sur la demande de Pékin. Il est aussi bien connu que son aviation a entraîné son homologue sri-lankaise pour mener à bien des attaques de précision », accuse Chellaney¹⁶.

• Le Pakistan peut justement être considéré, avec le Sri Lanka, comme l'une des principales « perles » du « collier ». Rien de nouveau, le pays étant l'allié de longue date de la Chine en Asie du Sud. Il est surtout cité en raison du port de Gwadar, que les Indiens surnomment déjà le « Gibraltar » sino-pakistanaï. Construit avec l'assistance chinoise, il est sans doute destiné à devenir la base la plus importante de la Marine chinoise (avec les installations pakistanaises d'Ormara) sur les côtes de l'océan Indien.

• Au Bangladesh, Chittagong, le principal port du pays, fait toujours l'objet d'un processus de réhabilitation et de modernisation de sa partie militaire par la Chine, qui y gagne un accès pour ses propres navires. La Corée du Sud, fournisseur militaire de Dacca, est également présente dans les travaux de modernisation. Chittagong est appelé à devenir un grand centre de containers, une activité à laquelle ses eaux profondes et son large front de mer se prêtent favorablement.

• Les Seychelles et l'île Maurice, qui couvrent tout le flanc ouest de l'océan Indien, ont connu récemment un approfondissement de leurs relations avec la Chine. En février 2009, Hu Jintao a visité l'île Maurice, avec à la clé la création d'une « zone économique spéciale » sensément pourvoyeuse d'emplois, et l'ouverture d'un chantier de modernisation de l'aéroport international. Son voyage l'a également amené aux Seychelles, inquiètes des incursions de plus en plus sauvages et répétées des pirates somaliens, et qui cherchent des garanties de la part des grandes puissances navales. Cela a suffi pour que certains analystes ajoutent les deux archipels à la liste des « perles », en insistant particulièrement sur la valeur stratégique des Seychelles, qui pourraient, pour les Chinois, faire pendant à la base américaine insulaire de Diego Garcia.

Le « collier de perles » : une cohérence à relativiser ?

Sans prendre au pied de la lettre les protestations chinoises déniaient au schéma toute réalité, quelques exemples suggèrent qu'il pourrait être intéressant de relativiser la cohérence et l'inéluctabilité du dessein « grand-stratégique » du « collier de perles ».

On peut ainsi faire remarquer que, dans la réalité, le caractère monocausal des relations triangulaires entre Chine, Pakistan et Sri-Lanka (censées, pour certains analystes indiens et américains, dépendre entièrement du paradigme du « collier ») est sujet à caution. Les liens entre la Chine et le Sri Lanka sont anciens. Ils furent noués à une époque où la Chine

ne se souciait aucunement de se lancer sur les mers, et renforcés alors que prévalait encore le *tao quang, yang hui* de Deng Xiaoping en matière de politique étrangère : « Observons avec calme, garantissons nos positions, gérons les affaires avec sang-froid, cachons nos capacités et attendons notre heure, sachons garder un profil bas et ne prétendons jamais au leadership. » Comme en Birmanie ou au Pakistan, c'est en réalité une combinaison de plusieurs facteurs qui transforme une relation politique ancienne en un partenariat plus profond dans le domaine militaire. Ainsi, en Birmanie, le gouvernement militaire a trouvé à Pékin une oreille attentive, un contrepoids à l'Inde et un soutien que lui dénie les Occidentaux. En ce qui concerne le Pakistan, l'argument du contrepoids à l'Inde est structurant ; l'alliance avec les États-Unis est imposée et mal vécue, et le partenariat nucléaire entre Washington et New Dehli a achevé d'ôter aux Pakistanais toute illusion sur l'amitié américaine. Au Sri Lanka, le problème tamoul et la méfiance envers l'Inde prédisposaient naturellement le gouvernement de Colombo à accueillir avec bienveillance les ouvertures chinoises évoquant la mise à disposition de bases navales. Dans ces conditions, le pragmatisme non moralisant des Chinois n'a pu que faire merveille. En 2005, lors de la visite de Wen Jiabao au Sri Lanka, le communiqué conjoint des deux gouvernements réaffirmait avec force le soutien de Pékin à la lutte contre « trois forces vicieuses : le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme », promettant que la Chine soutiendrait le Sri Lanka « dans sa sauvegarde de la paix, la stabilité et la sécurité contre la menace des facteurs perturbateurs ». La déclaration comportait – déjà – un certain nombre de projets dans lesquels la Chine souhaitait investir : « L'équipement de l'installation des carburants et de la zone de stockage des carburants de Hambantota, la construction de la centrale thermique à combustible de charbon à Puttalam, la construction de la route rapide Colombo-Katunayake, la construction du chemin de fer Colombo-Katunayake, l'exploration de minerais de phosphore, la construction de l'usine d'engrais

chimiques composés, la canalisation des eaux usées à Kotte. » Depuis ces annonces de 2005, les projets à Hambantota ont certes pris de l'ampleur, avec la signature en octobre 2007 d'un accord aux termes duquel la Exim Bank chinoise ouvre une ligne de crédit de 360 millions de dollars au gouvernement sri lankais pour financer le projet. Mais cette montée en puissance est-elle simplement due aux appétits stratégiques croissants des Chinois, ou au fait que ce port est aussi la ville de naissance de l'actuel président du Sri Lanka, Mahinda Rajapakse et de son frère Gotabhaya Rajapakse, le ministre de la Défense ? Sans doute un peu des deux. Un autre élément, rarement rappelé dans les articles décrivant le « collier de perles », permet aussi de relativiser le lien sensément tutélaire qui existerait aujourd'hui entre la Chine et le Sri Lanka : les États-Unis disposent depuis 1951 d'une base sur place. L'accord a été renouvelé en 1983. Depuis 2007, un autre accord leur garantit l'accès aux ports sri-lankais, principalement celui de Trincomalee au nord de l'île. Les Chinois ne sont donc pas la seule puissance à qui Colombo donne des gages dans le but d'équilibrer la lourde présence de son voisin du nord. De la même façon, les liens entre le Pakistan et le Sri Lanka sont relativement anciens (toujours pour les mêmes raisons d'équilibre avec l'Inde), et Islamabad n'a nul besoin d'un encouragement, fût-ce celui d'une Chine acharnée à « enfile » des « perles » sur son « collier », pour saisir la moindre occasion de consolider ses positions face à l'Inde par une alliance de revers. Son aide militaire au Sri Lanka s'explique ainsi naturellement. Il n'en reste pas moins que le Sri Lanka ne peut échapper aux contraintes de la géographie. Le problème tamoul demeure entier, malgré la défaite des Tigres. Le partenaire naturel de l'île, sur le long terme, ne peut être que l'Inde. Concéder à la Chine une halte en eaux profondes à Hambantota est une chose. Provoquer l'Inde en se plaçant sous influence permanente de la Chine en est une autre, et Colombo sait sans doute jusqu'où aller pour ne pas insulter l'avenir. Hambantota demeure pour le moment un avertissement permanent au « grand frère » indien, et non une mise sous tutelle chinoise.

Concernant la Birmanie, il est important de rappeler que les Indiens ont à présent accès au port de Sittwe, toujours cité comme l'une des « perles » principales du dispositif chinois. Les visites au plus haut niveau se sont accélérées ces derniers temps entre les deux pays. Il existe donc bien une volonté – même relative – de la part de la Birmanie de ne pas négliger son voisin de l'ouest. La Birmanie, toujours dirigée par la junte du SLORC, est-elle par ailleurs aussi instrumentalisée et vassalisée par la Chine qu'on l'écrit ? Le pays a montré au cours de l'histoire sa capacité à résister à l'influence du géant chinois. Régulièrement, Naypyidaw (la capitale de la Birmanie) laisse entendre à Pékin que les liens entretenus ne tiennent qu'à un fil. La construction d'une liaison rail-route directe entre Sittwe et le Yunnan offre certes à terme à la Chine une voie de communication et de transport terrestre alternative au goulet d'étranglement de Malacca. Mais cette voie restera quoi qu'il arrive sous souveraineté birmane, augmentant d'autant la capacité du pays à négocier avec Pékin sur des bases fortes, et d'autant plus fortes que si le projet aboutit, la dépendance de la Chine envers cette artère ne pourra que croître. Comme le rappelle Laurent Amelot, spécialiste reconnu de la région, il n'existe donc pas à proprement parler d'instrumentalisation absolue de la politique birmane par Pékin. La seule tendance objective, sur la longue durée, est la paranoïa birmane envers l'extérieur, sans exception aucune, même chinoise. Que la Chine puisse être depuis les années 1990 un allié récurrent et extrêmement important de la junte du SLORC est indubitable. Mais ce lien n'est pas gravé dans le marbre, et pourrait connaître des refroidissements si la situation politique devait un jour évoluer en Birmanie. La puissance chinoise inquiète en effet, même chez ses alliés, et le spectre d'une hégémonie régionale sans partage de Pékin n'est pas forcément l'horizon le plus consciemment favorisé par ses voisins. Enfin, il ne faut pas oublier que la Chine ne « possède » pas de ports dans un pays comme la Birmanie : elle en a la jouissance temporaire, avec l'accord du pays hôte. La nuance est de taille car l'accord est, par nature, révocable. La station d'écoute chinoise de l'île Coco, extrêmement

endommagée à la suite d'un tsunami en décembre 2004, n'aurait ainsi pas été réparée depuis, malgré les demandes des généraux chinois. Entre-temps, l'Inde avait fait de nouveaux progrès dans le pays, appuyée, dit-on, sur le numéro deux du régime, le général Maung Aye. Les « perles », même en Birmanie, ne sont pas forcément éternelles.

Aux Maldives, la mention d'une « perle » du « collier » (une éventuelle base sous-marine) date, comme précisé dans les paragraphes précédents, des ouvertures accélérées sous les dernières années de l'ère Gayoum. Or, suite aux émeutes populaires de 2004, puis à l'instauration du multipartisme en 2005 dans l'archipel, la longue présidence dictatoriale de Gayoum s'est terminée avec l'élection en novembre 2008 de son opposant Mohammed Nashid (qui a passé six ans dans les geôles du régime). Nashid, cherchant depuis longtemps des soutiens en Inde, avait toujours tenté de persuader celle-ci de cesser d'appuyer Gayoum, arguant du penchant de plus en plus prononcé de ce dernier vers la Chine, et soulignant l'intérêt qu'aurait l'Inde à aider à l'avènement de Maldives démocratiques. Concernant le « collier de perles », son message, quoiqu'intéressé, était clair : « Il est extrêmement naïf de croire que l'équilibre dans l'océan Indien peut être maintenu avec l'aide des Chinois. »¹⁷ Nashid étant à présent à la tête du pays, tous ces éléments de contexte plaident-ils pour la réalisation effective d'une base sous-marine chinoise aux Maldives, quelles qu'aient été les annonces concernant Marao ? Peut-être pas. Ajoutons également que quelques articles, sur Internet, pointent le fait que Marao, « à 40 kilomètres au sud de Malé » selon les experts qui mentionnent la problématique du « collier de perles », n'existerait tout simplement pas. Sur les cartes de l'archipel, trouver la mention de ce nom relève en effet de l'exploit. Exploitant ce « mystère », certains n'hésitent pas à en conclure tout simplement que la rumeur de cet accord a été lancée par les Indiens ou les Américains.

Aux Seychelles et à Maurice, enfin, et comme on l'a vu, les visites récentes de Hu Jintao ont enflammé les commentateurs (surtout en Inde, ce qui est habituel). Mais pour le moment, et malgré les analyses de

certain experts du « collier », aucun accord militaire précis mentionnant la construction de bases navales n'a été ratifié entre Pékin et ces archipels.

Un autre élément, plus générique, amène à relativiser (ou à reconsidérer sous un angle différent) la « logique » du « collier de perles ». Ces dernières années, l'attitude de Washington n'a pas manqué de susciter un certain nombre d'interrogations chez ses supporters d'Asie du Sud-Est. Englués en Irak et en Afghanistan sous l'administration Bush, les Américains, tout en popularisant le schéma du « collier de perles », ont pu sembler négliger paradoxalement, faute de ressources, de temps et d'effectifs, la zone Asie-Pacifique. On a vu, également, à quel point l'Inde s'est généralement emparée de la grille de lecture du « collier », s'en faisant le principal promoteur. Dans ces conditions, la Chine, lisant sa puissance et son potentiel de *peer competitor* dans les rapports mêmes de la superpuissance américaine et de son concurrent régional indien, n'y a-t-elle pas puisé une confiance renouvelée dans ses capacités et son statut, et n'a-t-elle pas décidé de jouer plus franchement le rôle que chacun souhaitait finalement lui attribuer, en exploitant une fenêtre d'opportunité, suscitant en retour un affolement encore plus prononcé de New Dehli? L'agenda chinois a-t-il, en d'autres termes, été influencé par le miroir que lui tendaient les critiques américaines? La question, qui traiterait de l'influence de la construction théorique de l'ennemi sur le jeu concret de la géopolitique, mériterait sans doute d'être creusée. Elle expliquerait pourquoi, malgré les difficultés de mise en place d'un véritable « collier », ce schéma a pu devenir un des processus de *storytelling* les plus fructueux des dix dernières années.

En attendant, l'étude du flux et du reflux des influences indienne et chinoise dans l'océan Indien suggère la prudence dans les analyses et les commentaires. L'océan Indien concentre un tel trafic énergétique et de marchandises qu'il est normal que les grandes puissances cherchent à s'y positionner sur le plan naval, dans les espaces internationaux libres de navigation. Ce mouvement, même s'il relativise la prépondérance jusqu'alors absolue de l'*US Navy* dans la zone, tout en fragilisant les projets de domination régionale exclusive de la

Bhartiya Nāu Senā (marine indienne), entraîne par précaution une course aux armements relative. Cela ne signifie pas pour autant l'inéluctabilité d'une montée aux extrêmes. La Chine, concentrée sur son développement économique en période de crise, y a-t-elle d'ailleurs intérêt? La réponse est dans la question. Plutôt que la preuve d'un « grand dessein » chinois coercitif, qui modèlerait l'ensemble de la zone en reliant méthodiquement et point à point les « perles » de son « collier » côtier de Shanghai à l'Afrique, mieux vaut sans doute considérer la présence chinoise dans la région comme un mouvement de plus – ni inattendu, ni anormal – sur un échiquier complexe fait d'alliances et de partenariats à géométrie variable. Dans le cadre – et *ceci*, en revanche, est inéluctable – d'un monde multipolaire.

1. www.stringofpearlsband.com/china.htm
2. Juli MacDonald, Amy Donahue, et Bethany Danyluk, *Energy Futures in Asia*, rapport de Booz-Allen-Hamilton pour le directeur du *Net Assessment*, 15 novembre 2004.
3. Bill Gertz, "China Builds Up Strategic Sea Lanes", *Washington Times*, 18 janvier 2005. Voir également, pour le style et les thèmes favoris de ce journaliste : www.gertzfile.com
4. www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/PUB721.pdf
5. Voir par exemple « Le soutien de Pékin, précieux atout du pouvoir sri-lankais », dans *Le Monde* du 16 mai 2009.
6. <https://research.maxwell.af.mil/papers/ay2006/saas/spinetta.pdf>
7. "China's Pearl in Pakistan's Waters", *Asia Times*, 4 mars 2005.
8. « La Chine affirme ses ambitions navales », *Le Monde diplomatique*, septembre 2008.
9. *Impeccable Affair and Renewed Rivalry in the South China Sea*, China Brief, Jamestown Foundation, 30 avril 2009.
10. *La Chine dément les déclarations de l'amiral Keating*, CCTV.com, 21 mai 2009.
11. Ces cinq principes sont issus d'une déclaration commune de la Chine, de l'Inde et de la Birmanie datant de 1954, et sont adoptés un an plus tard à la conférence de Bandoung réunissant les pays non-alignés.
12. Communiqué de l'agence de presse Xinhua, 13 mai 2009.
13. "China acquires a base in Maldives against India with some help from Pakistan", par A.B. Mahapatra, 8 mai 2005, Indiareacts.com
14. « Le peuple sri lankais est reconnaissant du soutien de l'Inde, du Pakistan, de la Chine, de la Russie, du Japon, de l'Iran, de la Libye et du Proche-Orient, de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est ». Déclaration du ministre de la Défense sri-lankais annonçant fin mai 2009 la victoire des forces gouvernementales sur les Tigres tamouls.
15. "India upset with China over Sri Lanka crisis", *The Times of India*, 26 avril 2009.
16. *Ibid.*
17. Visite du candidat Nashid à New Dehli, 11 juillet 2008.